

Questions orales

[Français]

M. Jacques-L. Trudel (secrétaire parlementaire du ministre des Finances): Monsieur le président, le député posait cette question pour la première fois, le 5 février 1976. Le ministre des Finances y a déjà répondu. Lors de l'ajournement, le 10 février 1976, il a de nouveau posé cette question, et je lui ai donné une réponse. Aujourd'hui, je constate avec plaisir qu'il introduit un aspect nouveau concernant la commission payée au courtier. Il me fera plaisir d'obtenir une interprétation qui constitue un aspect tout à fait nouveau de sa question et je tiens à signaler que nous avons affaire à une société de la Couronne provinciale et que je ferai les instances nécessaires.

* * *

[Traduction]

L'ASSURANCE-CHÔMAGE

LA POSSIBILITÉ DE FUSIONNEMENT AVEC LES SERVICES DE LA MAIN-D'ŒUVRE—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

M. John Wise (Elgin): Monsieur l'Orateur, j'adresse ma question au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration pour obtenir certains éclaircissements au sujet d'une déclaration que le ministre faisait récemment dans le Nord de l'Ontario et dans laquelle il affirmait que les bureaux de la Commission d'assurance-chômage et ceux de la Main-d'œuvre devraient être fusionnés. Je voudrais lui demander tout d'abord si cette déclaration est exacte et si tel est le cas, peut-il nous dire quand il se propose de prendre cette initiative?

L'hon. Robert K. Andras (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, on n'a pas rapporté fidèlement mes paroles. On m'a demandé si cette question était à l'étude et j'ai répondu que cette solution était envisagée et examinée, mais qu'aucune décision n'avait encore été prise.

* * *

LES ÉLECTIONS

LA DATE DE L'APPEL AUX URNES DANS LES CIRCONSCRIPTIONS DE SAINT-JEAN-OUEST ET OTTAWA-CARLETON

M. Joe Clark (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une brève question au premier ministre. Comme le siège de la circonscription de Saint-Jean-Ouest est vacant depuis septembre dernier, le premier ministre dira-t-il à la Chambre quand il entend déclencher des élections partielles dans ce comté ainsi que dans Ottawa-Carleton et à n'importe quel autre endroit où il lui plaira de nous affronter?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, j'ai discuté de la question de la vacance

[M. Leggatt.]

dans Saint-Jean-Ouest avec le ministre de l'Industrie et du Commerce, et j'espère avoir une annonce à faire à ce sujet d'ici dix ou douze jours.

* * *

● (1530)

[Français]

LA SANCTION ROYALE

M. l'Orateur: J'ai l'honneur d'informer la Chambre qu'une communication dont voici le texte a été reçue:

Résidence du Gouverneur général
Ottawa

le 25 février 1976

Monsieur le président,

J'ai l'honneur de vous aviser que l'honorable Jean Beetz, juge puiné de la Cour suprême du Canada, en sa qualité de suppléant du Gouverneur général, se rendra à la salle du Sénat aujourd'hui, le 25 février, à 5 h 45, afin de donner la sanction royale à des projets de loi.

Veillez agréer,
monsieur le président,
l'assurance de ma haute considération.
Le secrétaire administratif
du Gouverneur général,
Edmond Joly de Lotbinière

AFFAIRES COURANTES

[Français]

INFORMATION CANADA

DÉPÔT DU RAPPORT ANNUEL DE 1974-1975

M. Fernand E. Leblanc (secrétaire parlementaire du ministre du Travail): Monsieur l'Orateur, en vertu du paragraphe (2) de l'article 41 du Règlement, j'aimerais déposer, dans les deux langues officielles, deux copies du Rapport annuel 1974-1975 de l'organisme défunt d'Information Canada.

* * *

[Traduction]

L'ÉNERGIE

DÉPÔT DU TEXTE DE LA MESURE DE CONSERVATION

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, en conformité de l'article 41(2) du Règlement, j'aimerais déposer dans les deux langues officielles deux exemplaires de la nouvelle mesure de conservation de l'énergie du gouvernement.